

---

## Histoire des politiques et des engagements publics à l'époque contemporaine

Vincent Duclert

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15202>

ISSN : 2431-8698

### Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 292-296

ISSN : 0398-2025

### Référence électronique

Vincent Duclert, « Histoire des politiques et des engagements publics à l'époque contemporaine », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2002, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15202>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Histoire des politiques et des engagements publics à l'époque contemporaine

Vincent Duclert

---

Vincent Duclert, *professeur agrégé*

## Politiques et engagements scientifiques en France. La naissance de la DGRST (1958-1962), une histoire orale

- 1 LA création et la mise en œuvre, entre 1958 et 1962, de la Délégation générale du Premier ministre à la recherche scientifique et technique (DGRST) constituent un tournant dans la politique scientifique française. L'État et l'autorité politique de la V<sup>e</sup> République décidèrent ainsi de passer radicalement d'une conception « parlementaire » de la recherche scientifique et technique à une conception « gouvernementale » incarnée dans cette structure interministérielle et supra-administrative de la « délégation générale ». Cette décision relevait d'une volonté politique du général De Gaulle qui s'appliqua à d'autres domaines (affaires algériennes, armement), mais elle se nourrissait aussi des héritages et des expériences découlant de la longue marche vers la création en 1939 du Centre national de la recherche scientifique et de la redéfinition de sa mission en 1945. Elle s'inscrivait également dans un processus de réflexion des savants eux-mêmes sur la mobilisation de la science par l'organisation publique de la recherche, mouvement qui avait été illustré notamment par le colloque de Caen en 1956 mais qui n'avait pas rencontré le succès escompté en termes concrets. Les historiens des sciences ont reconnu l'importance d'un tel tournant en matière de politique scientifique contemporaine, et des programmes de recherche existent pour tel ou tel de ses aspects. Il n'en reste pas moins peu connu au regard de ce que furent ses ambitions publiques et nationales, ses moyens politiques et administratifs, ses

résultats intellectuels et scientifiques, ses impacts culturels et internationaux, sa mémoire individuelle et collective.

- 2 L'étude de cette institution et des engagements intellectuels et humains qu'elle a pu exiger, l'analyse du projet et la mesure de sa réalisation, la connaissance des méthodes et des rouages d'une administration de fonction répondent au besoin d'approfondir ce moment de la politique scientifique française et de considérer la part effective du politique dans ce dispositif gouvernemental, administratif et scientifique. Une mise en place des travaux existants sur la question, de même qu'un état des sources disponibles, ont été présentés en ouverture du séminaire. Une collaboration permanente avec les archivistes (anciens et actuels) de la mission des Archives nationales au ministère de la Recherche (ainsi qu'avec les responsables de l'Institut/Fondation Charles-De-Gaulle) s'en est suivie, sur la base d'une histoire orale de la DGRST permise par la disposition et l'investissement de nombreux acteurs de la période de naissance (1958-1962). Le séminaire a ainsi permis d'entendre, lors de séances construites autour d'un intervenant, de sa fonction passée et de sa représentation présente, une quinzaine d'anciens acteurs/actrices ayant servi la Délégation de manière directe ou indirecte (Pierre Aigrain, Jeanne-Françoise Bayen, Michel Bignier, Pierre Cognard, Jean-Louis Crémieux Brillhac, Hubert Curien, Jean-Didier Dardel, Roger Desmettre, Pierre Lelong, François de Lignac, René Marzocchi, Pierre Piganiol, Raymond Poignant, Philippe Wacrenier, Élie Wolmann, Marie Zamansky) auxquels se sont ajoutés Marianne Baruch, Pierre Baruch, Daniel Laurent, Anne-Marie Meunier. Le séminaire a été ainsi composé, pour partie des acteurs/actrices de la première DGRST, pour partie d'archivistes publics (Ghislaine Bidault, Catherine Faivre-Istria, Stéphane Kraxner), et pour partie de chercheurs en politique scientifique ou en histoire politique (Alain Chatriot, Diane Dosso, Élodie Richard). Aussi ont pu être parfois confrontés en temps réel les témoignages oraux, les sources primaires (archives et imprimés) et les attendus de la recherche.
- 3 Des problématiques générales ont par ailleurs guidé cette enquête et ce programme. Qu'est-ce qu'une politique publique en matière scientifique et technique à l'époque contemporaine ? Y a-t-il une spécificité du domaine français en matière de politique de la recherche ? Comment s'établissent les liens entre science et technique, entre recherche et politique ? Comment se construisent des rationalités pratiques définies dans leur capacité à l'innovation ? Comment fonctionnent les expériences et les initiatives antérieures ? Comment se construisent les institutions et les organisations nouvelles ? Comment agissent les équipes et les institutions en charge de ces projets ? Comment s'harmonisent ou se confrontent les différents groupes (scientifiques, administratifs, politiques, juridiques, financiers, industriels, etc.) mobilisés dans la création d'une institution publique de cette nature ? Existe-t-il des carrières, des professions ou des missions spécifiquement adaptées à l'administration de la politique de la recherche ? Quelle signification prennent les choix individuels dans des domaines hautement déterminés comme le sont ceux de la recherche scientifique et technique pour le second XX<sup>e</sup> siècle ? Quelle vision de la science et quelle notion du progrès sont-elles défendues dans ces entreprises publiques ? À quel rôle social, politique et intellectuel les savants se destinent-ils à travers ces expériences institutionnelles d'un type nouveau ? Ces questions, nécessaires à l'étude de la mobilisation scientifique en France, définissent quelques-uns des enjeux de l'histoire des politiques et des engagements publics à l'époque contemporaine.

- 4 Cette histoire d'une politique scientifique a reposé prioritairement sur une histoire orale conçue à la fois comme un accès à un savoir qui n'existe pas dans les archives écrites (un enregistrement audio du séminaire a été réalisé et une transcription des bandes sera effectuée dans un avenir proche), comme le lieu de reconstitution de l'équipe fondatrice de l'institution (cette configuration a permis de comprendre des méthodes de travail, de la base au sommet, et elle n'a pas entraîné de phénomène de censure, la distance temporelle avec l'événement étant suffisante), et comme un espace de connaissance de l'autonomie des acteurs et de la dynamique des événements. L'histoire orale suggère ainsi une compréhension des expériences individuelles, passées et présentes, insérées dans un tissu collectif et confrontées à la relation entre politique et recherche, entre administratif et scientifique. Elle mène également, dans une attention portée aux différents récits d'un événement, à étudier les conceptions intellectuelles qui déterminaient des choix techniques, à penser la relation passée et présente entre la personne et les structures, à retrouver la cohérence et les incertitudes des parcours individuels et collectifs, à rechercher des visions du monde qui ne se disent pas d'emblée mais qui découlent souvent d'un travail d'approfondissement de la mémoire individuelle. Elle vise enfin à s'interroger sur la représentation actuelle d'une époque de construction par ses acteurs, sur leur conception de l'histoire qui en peut découler, et sur les raisons pour lesquelles ils acceptent de participer à cette entreprise de recherche, structurée et pensée comme telle.
- 5 Une séance exceptionnelle du séminaire a eu lieu le 7 avril 2001 à l'amphithéâtre de l'EHESS, à l'occasion du quarantième anniversaire du décret de création officielle de la DGRST (8 avril 1961). Cette commémoration publique fondée sur une entreprise de recherche avait pour vocation de restituer la mémoire passée et présente des acteurs dans le double contexte d'une organisation de la parole qui soit portée par les problématiques historiennes et d'une intervention croisée de chercheurs et de responsables actuels de la politique scientifique. La journée d'étude du 7 avril a ainsi proposé un type de commémoration où le retour vers le passé a été mis au service d'une reconnaissance des enjeux du présent et d'un questionnement des buts de la recherche. À cet égard, l'objet d'étude choisi pour aborder l'histoire des politiques et des engagements publics à l'époque contemporaine a confirmé que le domaine de la recherche scientifique et technique, si spécifique qu'il soit, relevait bien de la sphère du politique, et qu'en l'occurrence, les sciences sociales pouvaient analyser les processus de décision en ce domaine. Plusieurs bilans partiels de l'enquête et du programme menés dans ce séminaire ont été présentés, d'une part le 7 avril, d'autre part dans le cadre du séminaire « Servir l'État » auquel se rattache intellectuellement et humainement cette initiative, enfin lors d'une journée d'étude organisée par les laboratoires de sociologie du Centre d'informatisation des données socio-politiques (CNRS) et du Groupe de recherche énergie, technologie et société/environnement (EDF) le 9 mars 2001 à la MSH de Grenoble sur « Les nouvelles méthodes d'analyse des entretiens ».
- 6 Cette enquête et ce programme se poursuivront en 2001-2002, toujours sous la forme d'un séminaire régulier et de journées d'étude.

## Publications

- Avec Sophie Cœuré, *Les archives*, Paris, La Découverte (« Repères »), 2001, 128 p.

- Avec Marc-Olivier Baruch, *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte (« L'espace de l'histoire »), 2000, 588 p.
- Avec Marc-Olivier Baruch, « Introduction. Une histoire politique de l'administration française 1875-1945 », dans *ibid.*, p. 5-16.
- « L'affaire Dreyfus, l'État et la République », dans *ibid.*, p. 37-68.
- « Élie Halévy e l'affaire Dreyfus. Alle origini dell'intellettuale democratico » (traduit du français par Giovanna Mirabile), dans *Elie Halévy e l'era delle tirannie*, sous la dir. de M. Griffo et G. Quagliariello, Soveria Mannelli, Rubbetino, 2001, p. 101-141.
- « L'État et le "devoir de mémoire" à l'époque contemporaine », dans *Mémoire et histoire : les États européens face aux droits des citoyens du XXI<sup>e</sup> siècle*, Actes de la table ronde de Bucarest, 25-26 septembre 1998, Paris, Conseil international des archives et Direction des archives de France, 2000, p. 71-81.
- « Pour une politique scientifique des archives », *Le Débat*, 115, mai-août 2001, p. 125-129.
- « Le procès Zola en 1898 : l'accomplissement de "J'accuse... !" », dans *Confrontations. Politics and aesthetics in nineteenth-century France*, sous la dir. de K. M. Grossman, M. E. Lane, B. Monicat et W. Z. Silverman, Amsterdam-Atlanta, Rodopi, 2001, p. 215-237.
- « Raison démocratique et catholicisme critique au début du XX<sup>e</sup> siècle. À la recherche des influences cachées de Paul Viollet », dans *Charles De Gaulle. La jeunesse et la guerre, 1890-1920*, colloque international organisé par la Fondation Charles-De-Gaulle, Lille, 5-6 novembre 1999, Paris, Pion (« Espoir »), 2001, p. 107-118.
- « Secret, archives et politique », dans *Le secret en politique*, sous la dir. de J.-J. Becker, n<sup>o</sup> sp. de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 58, avr.-juin 2000, p. 9-27.
- Avec Marc-Olivier Baruch, « Lo Stato della Repubblica. Stato e amministrazione in Francia : una storia politica (1880-1944) » (traduit du français en italien), *Le Carte e la Storia. Rivista di Storia delle istituzioni*, 1, 2000, p. 41-48.

## INDEX

**Thèmes :** Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe